

**Pour le progrès social,
Pour la démocratie,
Pour l'égalité
Pour la liberté,**

Contre l'extrême droite

Le système éducatif français et ses principes d'école républicaine sont actuellement menacés. Les conséquences d'une éventuelle arrivée au pouvoir de l'extrême droite seraient catastrophiques pour l'éducation.

L'extrême droite, avec sa volonté de retour à des traditions obsolètes, son programme réactionnaire et sa vision antirépublicaine de l'école, ne ferait qu'accentuer les inégalités de traitement entre élèves. Les enfants issus de milieux défavorisés ou d'origine étrangère seraient encore moins intégrés ou aidés.

Leur programme est en effet connu depuis 2022, c'est celui que mène le gouvernement Macron... en pire tant pour les élèves que pour les enseignant-es. L'uniforme vise à mettre la jeunesse au pas. La remise en question du collège unique par « choc des savoirs » permet la seule progression d'une élite sociale déjà privilégiée. Le redoublement et la transformation du brevet entérine la fin de la démocratisation scolaire. L'inclusion devient synonyme de « perturbation ». La formation des professeur-es centrée sur l'apprentissage disciplinaire proscrie les prétendues sciences de l'éducation. La labellisation des manuels transforme les enseignant-es en simples exécutants... On peut craindre une mise en place d'un système de méritocratie et d'élitisme contraire aux principes d'égalité que le SUNDEP Solidaires Paris revendique.

L'extrême droite ne condamne jamais l'insuffisance des moyens, ne parle jamais de la dégradation des conditions de travail et rend l'immigration responsable de tous les problèmes de l'école.

Elle promeut l'obscurantisme, l'autoritarisme, la haine, le racisme, l'antisémitisme, les LGBTIphobies, le sexisme.



« Faire naître, développer et affermir les sentiments patriotiques et la conscience de l'unité nationale. »
(Proposition de Loi de M. Le Pen, février 2021)

« Reprendre en main le contenu et les modalités des enseignements... Le détail des programmes et les labels validant les manuels scolaires relèveront du ministre de l'Éducation nationale. »
(Extrait du **programme du RN**)

« L'enseignement dans le primaire donnera une priorité absolue au français, aux mathématiques et à l'histoire de France ». (Extrait du **programme du RN**) et la mise en place d'un « roman national » à visées identitaires au lieu d'un enseignement scientifique de l'Histoire (**programme du RN**). On reconnaît bien le repli sur soi et l'exaltation nationaliste, caractéristiques des tendances d'extrême droite, qui mettraient en péril l'ouverture au monde et à la diversité de connaissances qui doivent absolument figurer dans le système d'apprentissage des élèves.

Concernant l'orientation des élèves, le Rassemblement National annonce un retour à une orientation par l'échec des élèves en difficulté vers l'apprentissage et la voie professionnelle :

« Pour redonner au collège une place centrale dans la réussite des élèves, le diplôme national du brevet deviendra donc un examen d'orientation post-3e : en fonction des résultats de l'élève et de ses bulletins scolaires, celui-ci sera orienté vers l'enseignement général et technologique, vers l'enseignement professionnel ou vers l'enseignement des métiers par l'apprentissage. »

(Extrait du **programme du RN**)

Le SUNDEP Solidaires Paris refuse que l'Éducation nationale détermine de cette manière l'avenir des jeunes, nous prônons une école démocratique et émancipatrice. Il faut donner les moyens aux élèves de pouvoir faire leurs choix. Le système doit soutenir massivement les élèves en difficultés scolaires, issus des milieux populaires, en manque de moyens financiers nécessaires à un accès à la culture, au matériel et aux aides d'enseignement.

« Sanction de l'absence d'assiduité et des comportements antiscolaires : retour aux principes de la loi Ciotti (2010), qui prévoit la suspension des allocations familiales et des bourses scolaires en cas d'absentéisme avéré et de perturbations graves et répétées au sein des établissements scolaires »

(Extrait du **programme du RN**)

Le lien entre les allocations familiales et l'absentéisme n'est aucunement existant et l'inefficacité de la loi Ciotti, abrogée en 2013, a été démontrée.

Avec le Rassemblement National, les conditions de travail dans l'enseignement continueraient à être dégradées avec une remise en cause des programmes à des fins idéologiques et une privation de la liberté pédagogique, avec une mise en place d'un système excluant, discriminant et inégalitaire.

La présence de l'extrême droite sur le territoire met déjà à mal l'école publique :

- En France, plusieurs mairies FN ont rendu payants ou plus chers des services rendus aux élèves.
- Au Pontet, en 2014, la mairie FN a voté la fin de la gratuité de la cantine scolaire pour les enfants des familles démunies. Il s'agit selon le maire de « responsabiliser ces familles », et de réaliser des économies de 30000 Euros sur un budget de 50 millions d'euros.
- La municipalité de Béziers a réservé la participation aux activités périscolaires aux seuls enfants dont il est prouvé que les deux parents travaillent. Les enfants dont au moins un parent est au chômage en sont exclus.
- À Beaucaire, au Pontet et à Villers-Cotterêts, les tarifs de la cantine ont été substantiellement augmentés.
- À Cogolin dans le Var, la mise à disposition gratuite de dictionnaires aux élèves a été supprimée.
- En 2015, le maire de Beaucaire a mis fin à toutes les subventions pour la Maison du vivre ensemble, un centre socio-éducatif qui assurait un soutien scolaire aux enfants. La Maison du vivre ensemble a dû fermer ses portes le 28 janvier 2015.

Pour l'enseignement privé sous contrat ce serait :

- plus de pression encore des chefs d'établissements
- plus d'élèves par classe (si fuite du public vers le privé)
- plus de "caractère propre"
- plus de poids des conservateurs et des réactionnaires sur nos enseignements voire sur nos ambiances de travail en libérant les paroles et actes discriminatoires

De manière plus large, en dehors de l'éducation, quand l'extrême droite est au pouvoir, ça se passe comme ça :

En Pologne (depuis 2015)

- L'avortement est désormais illégal.
- Des zones sans LGBT ont été créées.
- Le parti PiS a une position très stricte contre l'immigration, particulièrement contre l'accueil des réfugiés musulmans. Elle s'inscrit dans une rhétorique plus large de protection de l'identité nationale et chrétienne de la Pologne.
- Le gouvernement du parti PiS a été accusé de tenter de contrôler les médias publics et de limiter la liberté de la presse.

En Italie (depuis 2022)

- L'équivalent du RSA instauré en 2019 a été supprimé et Meloni s'oppose à la création d'un salaire minimum.
- Les groupes anti-IVG ont maintenant le droit d'entrer dans les cliniques qui pratiquent cet acte.

En Autriche (depuis 2017)

- 2019 : le ministère de l'intérieur autrichien a défendu un projet pour mettre en prison sur décision administrative les demandeurs d'asiles de manière « préventive », même sans qu'ils ou elles n'aient commis aucun délit.

Enfin, nos syndicats sont en danger : en renforçant « *l'exigence de neutralité absolue des membres du corps enseignant en matière politique, idéologique et religieuse vis-à-vis des élèves qui leur sont confiés* », le RN assoie un « *pouvoir de contrôle* » qui muselle les professeur-es et les institutions qui les représentent et garantissent le respect de leurs droits.

Le SUNDEP Solidaires Paris se mobilise contre l'extrême droite et reste en lutte pour plus d'acquis sociaux, une hausse du pouvoir d'achat et de meilleures conditions de travail.



SUNDEP-Solidaires Paris –

siège social : 31 rue de la grange aux belles 75010 PARIS
adresse postale : Bourse du Travail -Annexe Varlin- 85 rue
Charlot 75003 PARIS

Tél. : 01 83 94 67 85 - E mail : sundep.paris@gmail.com

Site web national : <https://www.sundep.org> - Site

académique : <https://www.sundep.paris.org>